

# La Lorraine unie pour débloquent l'A31 bis

**Date :** 13 mars 2018

Elisabeth Borne, ministre des Transports, a reçu le 21 février une délégation du Grand Est venue exprimer son impatience de voir se débloquent le projet d'A31 bis, en souffrance depuis un quart de siècle.



Représentants des conseils départementaux de Moselle et de Meurthe-et-Moselle, maires des grandes villes du Sillon lorrain et parlementaires ont exposé à la ministre le caractère stratégique de l'autoroute A31, voie de grand transit européen nord-sud et axe vital du travail frontalier, qui concerne plus de 80 000 Lorrains. Les élus ont fait valoir leurs efforts en matière de liaisons ferroviaires et fluviales et les initiatives visant à encourager le télétravail. La ministre a salué cette approche multimodale, reconnu l'intérêt de la perspective transfrontalière et confirmé le caractère prioritaire de l'aménagement de l'A31 bis.

La rencontre a débouché sur un engagement à « *trouver des solutions innovantes pour son portage financier* ». Outre des désaccords locaux sur le tracé, c'est bien là que le bât blesse : lors du débat public achevé fin 2015, la Dreal Grand Est situait le coût des travaux entre 1,1 et 1,4 milliard d'euros. La perspective d'un péage à hauteur de la frontière luxembourgeoise scandalise la plupart des élus du nord lorrain. Le Grand-Duché, qui a mène un plan de mobilité essentiellement ferroviaire d'un montant de 2 milliards d'euros, n'a nulle envie de cofinancer une infrastructure autoroutière qui ramènerait des voitures dans son territoire. Au lendemain de la rencontre des élus lorrains avec Elisabeth Borne, François Bausch, ministre luxembourgeois du Développement durable, s'est exprimé en faveur une initiative ferroviaire commune entre la France et le Luxembourg pour désengorger les routes.